

MONDE À L'ENDROIT, MONDE À L'ENVERS

SIX MOIS DE GUERRE : ET MAINTENANT ?

Six mois après l'entrée des troupes russes sur le territoire ukrainien, que peut-on dire ? Quel bilan est-on en mesure de tirer du déclenchement des hostilités, non seulement en matière d'état d'esprit, car l'inquiétude des populations est grande, mais, surtout, s'agissant de l'état des marchés mondiaux de produits agricoles et alimentaires ? L'exercice rétrospectif est en soi intéressant, indispensable assurément, mais il ne serait pas complet si l'on ne pénétrait pas sur le terrain de la prospective, terrain évidemment glissant, au regard des incertitudes radicales qui s'accumulent. La question de la durée du conflit est à cet égard structurante, elle s'impose d'elle-même. Elle entraîne dans son sillage d'autres questionnements, relatifs aux profils des prix, aux disponibilités en intrants, aux prochaines campagnes, ainsi qu'à l'insécurité alimentaire mondiale. Bilan nécessaire, indispensable, comme pour tenter d'y voir un peu plus clair. Bilan qui ne s'inscrit que sur une temporalité courte, alors que la guerre, comme la pandémie, vont durablement marquer les sociétés, en tant qu'elles reflètent les impasses d'une mondialisation qui s'est affirmée il y a quarante ans.

La pandémie a été appréhendée comme un premier tournant de la mondialisation. Elle a pleinement mis au jour le degré d'interdépendance élevé des économies, et donc des acteurs qui font l'activité économique, ce dont n'avait pas forcément conscience l'opinion publique. Durant quarante ans, on a assisté à une fragmentation des processus de production, qui a été l'une des composantes de la mondialisation. Il est même possible de dire que cette décomposition des processus productifs a structuré les relations économiques internationales depuis les années 1980. Par décomposition des processus de production, il faut entendre que la production d'un bien final fait l'objet d'opérations productives distinctes, séparées et donc réparties dans différents pays, en fonction d'un critère bien connu des économistes, la spécialisation internationale¹.

Dans le cadre de la mondialisation, la localisation des unités de production est déterminée selon la logique des coûts comparés (savoir-faire, dotations et coûts des facteurs de production, économies d'échelle), et relève soit d'accords entre firmes (sous-traitance, partenariat technique...), soit de la formation de filiales à l'étranger s'il s'agit de firmes multinationales. Il en a résulté une forte complémentarité des biens qualifiés d'intermédiaires, qui entraînent ensuite dans des dynamiques d'assemblages. La distance géographique parcourue devenait ainsi l'un des facteurs clés de la mondialisation. Dans certains cas, c'est l'ensemble de la chaîne des valeurs qui pouvait faire l'objet d'une délocalisation, comme on a pu le constater pour des biens finis aussi banalisés et emblématiques que les masques ou encore le matériel médical. C'est bien parce que la pandémie a constitué une entrave à la circulation des marchandises durant plusieurs mois du fait des périodes de confinement, que la prise de conscience a été à la fois soudaine et amer. La mondialisation exigeait en effet une fluidité des conditions de transport maritime afin qu'aucune chaîne de valeur ne soit interrompue. Lorsque l'interruption de flux commerciaux surgit, les pays confrontés au virus, ont dressé le constat que la production nationale n'était pas en mesure de prendre le relais d'un approvisionnement mondial brutalement stoppé.

La guerre en Ukraine constitue le second temps fort d'une mondialisation qui a abouti à révéler la forte dépendance aux sources énergétiques et aux intrants agricoles en provenance de Russie : pétrole, gaz, engrais azotés. Plusieurs Etats membres de l'UE ont été absorbés par ce degré de dépendance étroit envers les importations en provenance de Russie, au point de renoncer à leur propre production d'énergie (nucléaire, charbon), ou, du moins, à reconsidérer en particulier la composition de leur mix-énergétique, en mettant l'accent

sur le renouvelable. Il faut dire que la Russie représente 6 et 20% des réserves mondiales de pétrole et de gaz, 13 et 17% de la production mondiale, et 11 et 25% des exportations mondiales (source : BP, Statistical Review of World Energy).

Se succédant à un an d'intervalle, ces deux événements d'envergure planétaire ont été des catalyseurs d'une approche critique de la mondialisation, qui a notamment abouti à restaurer la légitimité des notions de « relocalisation » des unités productives sur les sols nationaux et de « souveraineté », qu'elle soit alimentaire ou énergétique. Quelles en seront les facteurs qui permettront de passer de l'ambition au concret ?

Temps de guerre et temps d'effervescence sur les marchés

Ce qui frappe l'observateur du monde agricole réside d'abord dans les tensions qu'il peut mesurer sur l'ensemble des marchés des matières premières. Depuis la crise économique et financière de 2007, ce sont quinze années de turbulences, d'oscillations, bref de volatilité, qui ont caractérisé ces marchés. La période de guerre ne constitue que le prolongement de ces années d'instabilité des marchés. Au gré des chocs climatiques, de la pression de la demande formulée par les pays importateurs, des décisions de certains grands pays producteurs de restreindre volontairement leurs exportations, de la spéculation toujours en embuscade, sans oublier les répercussions sur les flux commerciaux des conflits militaires – les volumes de céréales en souffrance en Ukraine, 20 millions de tonnes environ, attestent de ces turbulences –, la formation des prix sur les marchés est régulièrement secouée, perturbant les décisions de tous les acteurs des filières, les agriculteurs au premier chef, qui doivent chaque année opter pour tel ou tel assolement.

Les trois années – presque écoulées (2020-2022) – se sont caractérisées par un nouvel épisode de flambée des prix des matières premières. Pétrole, céréales et oléagineux symbolisent à eux seuls cet épisode. L'indice FAO des prix alimentaires montre que les niveaux de prix atteints lors de la crise économique et financière ont été dépassés (graphique 1). Quant aux céréales (à l'exception notable du riz), le prix du blé demeure à des sommets, de 150€ la tonne par apport à 2021, en dépit de la décélération récente de son cours (graphique 2). Il en est de même pour la graine de soja, qui culmine à environ 600 € la tonne (graphique 3). Pour les producteurs, cette tendance haussière serait plutôt une bonne nouvelle, dans la mesure où elle apporte des liquidités dans les comptes des exploitations. On peut en mesurer l'influence de cette dynamique au travers du résultat 2021 de la branche agricole, un bon résultat qui pourrait se confirmer sur l'année 2022. En

¹Le cas de l'aéronautique symbolise cette fragmentation des unités de production, dans la mesure où Airbus est un avion dont la fabrication est répartie sur plusieurs sites de production dans le monde, et assemblé en France

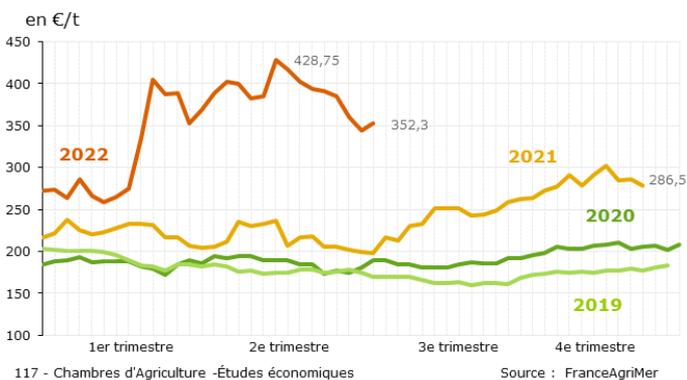
rythme annuel, les prix des produits agricoles ont augmenté de + 29 % selon l'INSEE. Les agriculteurs sont malgré cela sur le fil du rasoir, si l'on en juge par l'alourdissement de leurs charges. L'indice des prix des moyens de production a en effet grimpé de + 29,2 %.

Graphique 1 : Indice des prix des produits alimentaires dans le monde

2014-2016 = 100



Graphique 2 : Cotations du blé tendre rendu Rouen



Graphique 3 : Cotations de la graine de soja à Chicago



Car la guerre a aussi enclenché – ou plutôt, amplifié dans la mesure où le prix du baril de pétrole s'inscrivait déjà sur un trend haussier dès la fin de l'année 2020 – une spirale de hausse sur les prix des intrants, laquelle, via le ciseau des prix, pourrait menacer les résultats des entreprises agricoles (tableau 1). Engrais, énergie et lubrifiants, alimentation du bétail, tous ces intrants sont devenus onéreux². A ces coûts d'approvisionnement en intrants, se greffe une grave incertitude quant aux disponibilités pour la campagne 2022-2023. Elle est indissociable de la prépondérance de la Russie et de quelques autres nations alliées de Moscou, sur le marché mondial des engrais. Elle est même renforcée par le jeu des sanc-

tions et des contre-sanctions que se livrent l'Occident et la Russie, qui a conduit notamment cette dernière à priver de gaz plusieurs pays de l'UE, l'UE dans son ensemble ayant décrété un embargo sur le pétrole russe. Une belle confirmation de la dépendance chronique de l'UE envers des fournisseurs qui ne la ménagent pas dès lors que des sanctions sont appliquées. Il en découle que la campagne 2022-2023 relative aux productions céréalières pourrait être beaucoup plus incertaine que celle dont nous sortons.

Tableau : Evolution des postes de charges pour l'agriculture française avril 2022/avril 2021 (Indice base 100 = 2015 ; Source : INSEE - AGRESTE)

Biens et services de consommation courante	2021	2022	Evolution en %
Ensemble dont :	106,2	137,2	29,2
Semences	97	99,8	2,9
Energie et lubrifiants	111,6	167,2	49,8
Engrais et amendements	99,2	206,9	108,6
Protection des cultures	93	94,9	2
Aliments pour animaux	109,5	136,9	23,6

Le temps des conséquences et des préoccupations

Trois types de conséquences se sont rapidement formées depuis la pandémie, et, surtout, depuis l'entrée en guerre de la Russie. La première concerne l'économie mondiale. La seconde porte sur la résurgence de l'inflation dans les économies développées. La troisième a trait aux pays structurellement importateurs de produits agricoles, de céréales en particulier. Elles constituent toutes trois des sources de préoccupation pour les populations et pour les gouvernements, en matière de stabilité sociale et politique.

Les prévisions établies par le Fonds Monétaire International (FMI) indiquent qu'une série de paramètres vont probablement altérer la croissance de l'économie mondiale. Le ralentissement de la première économie mondiale (la Chine, avec près de 19 % du PIB mondial exprimé en Parité de Pouvoir d'Achat), risque d'entraver la dynamique d'une reprise qui s'annonçait pourtant robuste jusqu'à la fin de l'année 2021. Pandémie, dettes abyssales des ménages et des collectivités locales, fragilité du système bancaire, expliquent le ralentissement chinois, lequel se reporte sur la solidité des chaînes de valeur et perturbe les approvisionnements en biens intermédiaires des autres économies. Ensuite, les réductions de dépenses publiques dans un certain nombre de pays, qui avaient pourtant été propulsées à des niveaux inédits durant la pandémie, afin de contrecarrer tout risque de dépression mondiale, sont de nature à oblitérer la reprise globale. Cette perspective s'inscrit de surcroît dans un contexte de durcissement des politiques monétaires, qui, à l'évidence, ne peut qu'alourdir les charges d'intérêt que doivent supporter les Etats du fait de leur endettement. Du côté des acteurs privés, les tensions monétaires ont de quoi malmener les perspectives d'investissements productifs, surtout ceux relatifs aux transitions énergétiques et agricoles. La grande volatilité qui caractérise les marchés financiers ajoute à cette incertitude ambiante et aux difficultés inhérentes à l'exercice consistant à se projeter dans le futur. La guerre en Ukraine forme le dernier facteur à l'origine du recul inévitable de la croissance mondiale. Selon le FMI, le PIB de l'Ukraine pourrait reculer de près de 35 % cette année. Les effets en cascade sur les courants d'échange, sur les implantations des firmes sur le sol ukrainien, restent à évaluer.

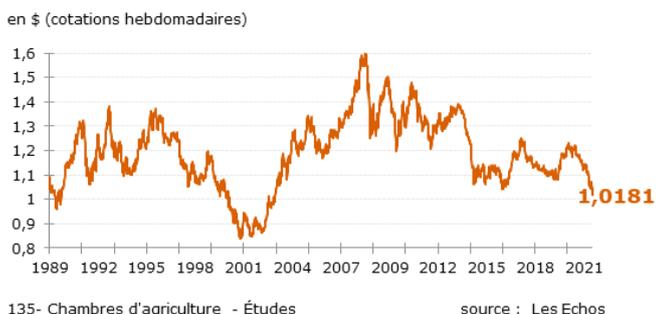
²S'agissant de l'alimentation du bétail, la hausse des prix des produits agricoles qui sont incorporés dans les rations, a conduit les industriels à réduire leur production. Cette réduction est de l'ordre de - 4,2 % sur la période janvier-avril 2022.

La seconde conséquence a trait à la résurgence de l'inflation. Après des décennies de politique de désinflation pour l'éradiquer, elle effectue son grand retour, avec des situations contrastées selon les pays. Alors que par le passé, la crainte se situait plutôt du côté de la déflation, c'est le retour de l'inflation qui aujourd'hui crée de l'affolement. Mais il s'agit en réalité d'une nouvelle inflation. Elle trouve sa source dans une pandémie qui a lourdement perturbé les chaînes de valeur, et parfois interrompu, totalement ou partiellement, les circuits d'approvisionnement en produits intermédiaires et/ou finals. Pour faire écho au propos tenu ci-dessus sur la décomposition internationale des processus de production, il est avéré que les confinements ont ralenti voire interrompu les flux commerciaux de marchandises. Une fois surmontée la phase aiguë de la crise sanitaire, et à la faveur des plans de relance massifs adoptés par les Etats, la demande mondiale de biens s'est fortement redressée, rendant explicite l'incapacité des systèmes productifs nationaux à y répondre.

Les tensions sur l'offre ont donc été manifestes, puisque les pays et les entreprises se portaient simultanément acquéreurs de biens sur le marché mondial. Ce sont bien ces tensions qui sont à l'origine d'une dynamique d'inflation qui, articulée à des aléas climatiques qui ont parfois endommagé l'offre de produits agricoles, semble s'installer dans la durée. Avec la guerre en Ukraine et le rationnement de l'offre imputable au blocage des exportations de céréales, aux destructions de certaines parcelles cultivables et des moyens de transport, une phase d'accentuation de l'inflation s'est enclenchée depuis le début des hostilités militaires.

L'inflation doit alors être appréhendée comme la résultante de contraintes liées à la mondialisation. Elle est essentiellement importée. Il s'ensuit que les Banques Centrales ont réagi assez rapidement pour envoyer un signal aux marchés, selon l'action anti-inflation passerait par la réduction des injections de liquidités dans les circuits financiers et par un redressement des taux d'intérêt directeurs. Un dilemme grandeur nature pour les Banques Centrales, dans la mesure où elles s'engagent à contenir l'inflation par des politiques monétaires plus restrictives, alors que la phase de transition écologique et énergétique nécessite des investissements colossaux, rendus pour la circonstance plus onéreux en raison de la hausse des taux. Pour rester sur le plan monétaire, la dépréciation de l'euro face au dollar forme une source complémentaire d'inflation importée. L'euro est désormais à parité avec le dollar, une première depuis le lancement de la monnaie commune (graphique 4).

Graphique 4 : cours de l'euro en dollars

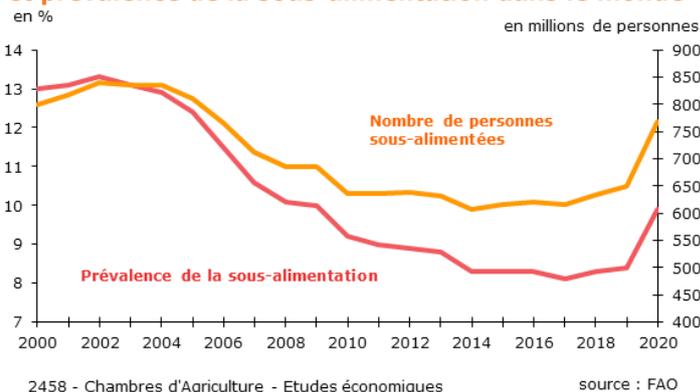


Une inflation qui fragilise la zone Euro, dans la mesure où les écarts de taux d'intérêt entre les pays membres peuvent resurgir, incitant les acteurs financiers à tester la soutenabilité des dettes publiques, à l'instar de ce qui s'est produit durant la crise grecque de 2010-2012. Car de surcroît, les retombées des contre-sanctions infligées par Moscou à l'UE, et qui portent essentiellement sur le gaz, le pétrole et, demain, sur les engrais, malmènent la croissance de la zone Euro, et, plus largement de l'UE, la finance internationale étant à l'écoute des ratés de cette croissance, alors que l'économie de l'UE était encore en phase de convalescence. L'hypothèse d'une récession dans les pays avancés, et singulièrement dans la zone Euro, agitent fortement les marchés financiers. Nul doute que, pour 2022-2023, l'Italie est en première ligne, avec son taux d'en-

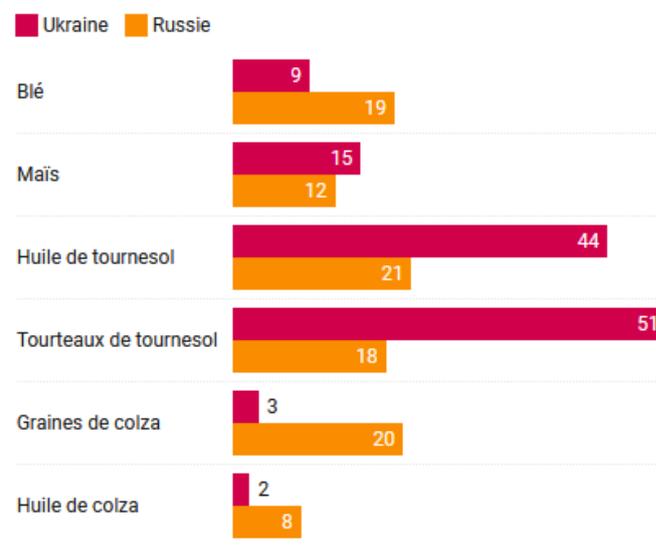
dettement public élevé, et une instabilité politique chronique. L'état présent des économies peut, à l'arrivée, se caractériser par un « triangle d'impossibilité » : on ne peut avoir à la fois une faiblesse des taux d'intérêt, pas de récession et une maîtrise de la hausse des prix³.

La troisième conséquence a trait à l'élévation de l'insécurité alimentaire dans le monde. Bien que la FAO explique que cette remontée du nombre de personnes victimes de la faim est amorcée depuis 2017, du fait de la multiplication des chocs climatiques et des conflits militaires dans plusieurs régions du monde, la pandémie et la guerre en Ukraine ont amplifié cette tendance à l'insécurité alimentaire (graphique 5). L'Ukraine est en effet un fournisseur important de pays comme le Liban (51% des importations de blé émanent d'Ukraine), la Tunisie (41% des approvisionnements en blé proviennent d'Ukraine), et, dans une moindre mesure, de l'Egypte (23%) et de la Turquie (11%). Avec la Russie, l'Ukraine constitue l'un des greniers à blé du monde (graphique 6). Ces deux pays représentent près de 30% des exportations mondiales de blé et 27% de maïs. Quant à l'huile de tournesol, la part monte jusqu'à près de 70%. La dépendance aux importations qui distinguent plusieurs pays du pourtour méditerranéen mérite une attention particulière, dans la mesure où, avec les émeutes de la faim en 2008, les Printemps arabes de 2011, c'est toute une région qui est en proie à l'insécurité alimentaire, et donc exposée de nouveau à une instabilité géopolitique et sociale potentielle, qui ajouterait à celle en cours du côté de l'Ukraine et de la Russie. Plus de 100 millions d'individus auront besoin d'une aide alimentaire d'urgence durant cette année 2022. Le conflit russo-ukrainien a joué un rôle de catalyseur d'une situation alimentaire mondiale déjà fragile⁴.

Graphique 5 : Nombre de personnes sous-alimentées et prévalence de la sous-alimentation dans le monde



Graphique 6 : Poids dans les exportations mondiales en % (données 2020, en volume, source FAOSTAT)

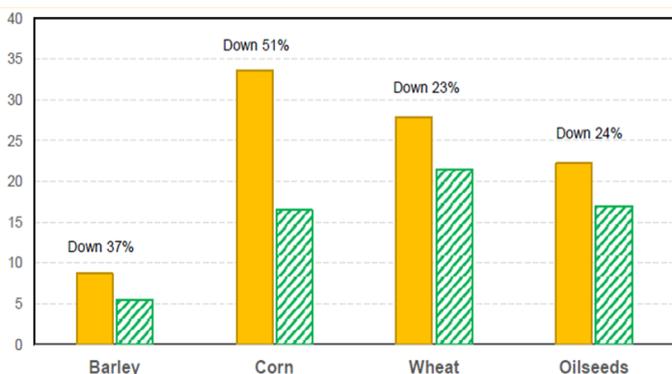


³Cf. Patrick Artus (2022), « Taux d'intérêt - croissance - inflation : le nouveau triangle d'impossibilité », *Natixis, Flash Economy*, 506, 7 juillet, p.1-4
⁴Lire Sébastien Abis (2022), « Crise mondiale des céréales », *Libération*, 8 juin.
⁵www.igc.int

Quelles sont alors les perspectives pour la campagne 2022-2023 pour faire face à cette montée de l'insécurité alimentaire ? Le Conseil International des Céréales (CIC) indique que la production mondiale de grains en 2022-2023 subirait une contraction, imputable à la guerre, mais aussi en raison des aléas climatiques. Une production qui passerait de 2,3 à 2,2 milliards de tonnes. S'agissant du blé, les volumes disponibles se tasseraient aussi, de 782 à 769 millions de tonnes. La production ukrainienne de blé subirait un net décrochage, passant de 31 à 19 millions de tonnes entre 2022 et 2023, les exportations chutant de 9 millions de tonnes⁵. La prévision semble convergente avec celle réalisée par l'USDA.

Le Ministère américain de l'agriculture a en effet récemment publié des prévisions qui corroborent celles du CIC et permettent de mesurer les impacts de la guerre sur les productions ukrainiennes. Le recul de l'Ukraine sur les marchés est significativement prononcé pour l'année qui vient, et touche la plupart des productions (graphique 7 et tableau 2). La baisse la plus significative (- 51 %) concerne le maïs, dont l'Ukraine est l'un des grands protagonistes mondiaux.

Graphique 7 : Evolution des productions grandes cultures (orge, maïs, blé, huiles) de l'Ukraine (source : USDA)



En jaune : moyenne 2017-2018/2021-2022
En vert hachuré : prévision 2022-2023

Tableau 2 : Variation des productions et des exportations de blé 2021-2022/2022-2023, en millions de tonnes (Source : USDA)

	Production		Exportations	
	2021-2022	2022-2023	2021-2022	2022-2023
Monde	780	774	201.6	205.3
UE	139	136.5	31	36
Russie	75.2	80.1	33	39
Chine	137	135	-	-
Inde	110	108.5	10	8
Etats-Unis	47	45	21.8	21
Canada	21.7	33	15.5	24
Australie	36.3	30	27	25
Pakistan	27.5	26.4	-	-
Ukraine	33	21.5	19	10
Argentine	22.2	20	16	14

Un monde à l'envers

Ces orientations de production et de prix resteront largement conditionnées par les chocs, désormais récurrents, inhérents au climat. Elles le seront surtout par l'évolution même de la guerre en Ukraine. Plusieurs issues sont envisageables à ce stade⁶. D'abord celle de l'enlèvement du conflit, qui s'installerait alors dans la durée, sans qu'il n'y ait de compromis particulier entre

les belligérants et entre leurs alliés respectifs. Plus sombre est le scénario d'un durcissement des positions de chacun des pays engagés, directement ou indirectement, auprès de l'un des deux pays. Outre une confrontation entre des blocs plus ou moins homogènes, c'est une guerre réelle, profonde, qui s'installerait, dont les répercussions sur les disponibilités en matières premières – pétrole, gaz, céréales et oléagineux – et donc sur les prix pourraient être dévastatrices. La troisième hypothèse a trait à un approfondissement du conflit qui passerait fondamentalement par une partition de l'Ukraine, la Russie récupérant ainsi une proportion des productions agricoles de l'Ukraine, lui offrant l'opportunité d'enclencher un processus de conquête des marchés mondiaux, et de déployer sa stratégie de « désoccidentalisation » de ces marchés. Une telle escalade pourrait déborder sur d'autres pays, comme la Moldavie, les Etats Baltes, voire la Pologne.

Deux scénarii restent à évoquer. Le premier est celui d'une issue résultant d'une intense activité diplomatique, à laquelle accéderait finalement Moscou, du fait de son affaiblissement dans le conflit et de son isolement international. Un tel scénario pourrait se traduire rapidement, sous l'égide de l'ONU et d'Ankara, par un déblocage des terminaux portuaires ukrainiens, afin que le trafic maritime des grains reprenne et que les pays dépendants du blé ukrainien soient approvisionnés. Le second scénario verrait l'intensité de la guerre en Ukraine et les ambitions territoriales de la Russie aboutir à un engagement militaire des puissances occidentales, se traduisant par une nouvelle guerre mondiale⁷.

Il y a le regard que l'on doit porter vers le futur, même immédiat. Cela ne doit pas pour autant conduire à négliger le travail rétrospectif que suggère ce conflit. Tout comme la pandémie, la guerre en Ukraine forme la manifestation d'un échec de la mondialisation, laquelle devait rapprocher les nations et les installer sur la voie d'une société universelle. Comme le note fort justement l'ancien Ministre français des Affaires étrangères, Hubert Védrine, « nous assistons à une sorte de correction traumatique et accélérée de la mondialisation que nous avons bâtie pendant trente à quarante ans sous l'égide de l'OMC »⁸. La dislocation de l'Union soviétique et de ses satellites portait en elle l'ambition d'une nouvelle architecture internationale, fondée sur un vouloir-vivre ensemble. Il était question de surmonter les clivages idéologiques et de réunir les nations dans un « projet de paix perpétuelle » faisant écho au point de vue du philosophe allemand Emmanuel Kant, perspective au sein de laquelle le commerce entre les nations aurait un rôle décisif à jouer. Cet objectif d'instaurer une sorte de cosmopolitisme, une société mondiale, devait marquer selon le politologue américain Francis Fukuyama, la fin de l'histoire, le passage d'un monde bipolaire à une société unipolaire, fondamentalement structurée autour de la démocratie de marché.

C'est cette dynamique mondiale qui, il faut bien le dire, a été un pur produit de l'Occident, qui se disloque avec la guerre en Ukraine. La mondialisation, plutôt que de réunir les nations, a, a contrario, engendré le retour du refoulé, c'est-à-dire des nationalismes, en particulier économiques, et ouvert la voie à une sorte de « revanche des passions »⁹. Pour le dire autrement, l'économie mondiale aura été le théâtre d'un affrontement de capitalismes rivaux, qui n'a pas été régulé par une gouvernance idoine. L'émergence de nations qui ont très vite opéré un rattrapage voire parfois un dépassement des anciennes puissances économiques, contenait en elle une demande explicite de nouvelles règles du jeu¹⁰.

⁷Cf. Thierry Pouch et Marine Raffray (2022), « L'agriculture par temps de guerre », *L'économie politique*, numéro 94, mai, p. 84-95.

⁸Hubert Védrine (2022), « L'idée de la mondialisation heureuse est complètement par terre », interview à *La Terre*, hors-série, numéro 1, p. 16-20.

⁹On se reportera avec profit à Pierre Hassner (2015), *La revanche des passions. Métamorphoses de la violence et crises du politique*, éditions Fayard, ainsi qu'à Frédéric Ramel (2012), *L'attraction mondiale*, Sciences Po. Les Presses, et à Pascal Ory (2020), *Qu'est-ce qu'une nation ? Une histoire mondiale*, éditions Gallimard.

¹⁰La question des modalités de la gouvernance de la mondialisation avait déjà été posée dès la crise de 2007-2008 et, manifestement, elle se repose dans des termes voisins aujourd'hui. Cf. Jacques Mistral (2011), « Peut-on gouverner la mondialisation ? », *Notes de l'IFRI*, février, p. 1-21.

⁶On s'inspire ici des investigations fort stimulantes produites par Marie Ségur dans Marie Ségur (2022), « Russie-Ukraine : scénarios à l'horizon 2025 », *Futuribles*, numéro 449, juillet-août, p. 68-72.

En découle que, parallèlement aux scénarii possibles sur l'issue à la guerre, il y a aussi matière à penser la nouvelle organisation du monde, la nouvelle architecture des relations internationales. Doit-on alors commencer le travail prospectif en retenant comme scénario premier celui de la « démondialisation » ? Car il semble avéré que, depuis la crise économique et financière de 2007-2012, à défaut de « démondialisation » effective, ce soit un mouvement de « déconnexion » des nations qui est à l'œuvre¹¹.

C'est pourquoi les notions de « relocalisation des unités de production » et de « souveraineté alimentaire » ont effectué leur grand retour, après des années de discrédit. On n'a pas fini d'entendre parler des oscillations des prix des produits de base, des niveaux des stocks mondiaux, des risques de pénuries alimentaires, et de chocs agricoles et alimentaires, qui participeront de l'instabilité mondiale désormais chronique. Alors que les matières premières devaient s'effacer devant l'affirmation des nouvelles technologies et de l'économie de la connaissance, celles-ci sont revenues sur le devant de l'échiquier mondial, avec une dimension conflictuelle inédite¹².

Ce qu'il faut retenir

- **Les aléas et les incertitudes seront, pour la fin de l'année 2022, encore nombreux et élevés**
- **Encore en convalescence, les économies restent dépendantes de l'évolution de la guerre en Ukraine et de son issue**
- **Les contraintes d'approvisionnement en gaz, en pétrole et en engrais seront actives pour l'année 2022/2023**
- **L'insécurité alimentaire dans le monde a augmenté**
- **Incertitudes relative à la production mondiale de grains en 2023**
- **L'inflation a fait son grand retour, et s'accompagne d'un resserrement des politiques monétaires (hausse des taux d'intérêt)**
- **Un bilan de la mondialisation doit être établi, dans la perspective de renouveler l'architecture des relations internationales (dans l'hypothèse où le conflit s'achève par la voie diplomatique)**

Contact : Thierry Pouch

thierry.pouch@apca.chambagri.fr

¹¹Il y a surtout à s'imprégner de l'idée que le contexte actuel s'inscrit dans un processus lourd, celui d'une fin de cycle hégémonique, qui ouvre la question de savoir qui succédera aux Etats-Unis pour diriger les affaires du monde ? Un seul pays – la Chine – ou un petit groupe de nations, centré autour de Pékin, comme la Russie notamment. Une nouvelle phase en quelque sorte du processus de basculement du centre de gravité de l'économie mondiale vers l'Asie.

¹²Lire sur ce thème, l'approche, visionnaire, de Robert Boyer (2004), *Une théorie du capitalisme est-elle possible ?*, éditions Odile Jacob.

Chambres d'agriculture France (APCA)

9 avenue George V — 75 008 Paris

Tél : 01 53 57 10 10

E-mail : accueil@apca.chambagri.fr

Siret : 18007004700014

www.chambres-agriculture.fr



REPUBLIQUE FRANCAISE

Avec la participation du CasDAR

Directeur de la publication : Thierry Pouch

Mise en page : Odile Martin-Lefèvre



Avec la contribution financière du compte d'affectation spéciale développement agricole et rural CASDAR

 **MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION**
Liberté Équité Fraternité